

Tester les idées reçues

PERCEPTIONS DE SÉCURITÉ AU SUD-LIBAN

La population du Sud-Liban a survécu à une guerre civile de longue durée, à l'occupation israélienne et, au milieu de l'année 2006, à une guerre dévastatrice. La guerre de 2006 entre le Hezbollah et Israël a tué environ 1 000 personnes au Sud-Liban, détruit les infrastructures, et causé le déplacement d'un million de personnes (selon les estimations) dans les deux pays. Cette guerre a également illustré combien la situation reste volatile dans cette région.

En dépit de tout ce qui a été écrit sur la situation au Sud-Liban, nombre de questions restent sans réponse. Comment, par exemple, la population du Sud-Liban percevait-elle sa sécurité après la guerre de 2006 ? Vers qui s'est-elle tournée pour être protégée des menaces internes et extérieures ? Quels partis politiques a-t-elle soutenus ? Combien de ménages possèdent des armes, et quelle est leur opinion sur le contrôle des armes (y compris les réglementations pour les groupes armés non-étatiques) ?

Ce chapitre présente les résultats d'une enquête menée auprès des ménages au Sud-Liban entre mars et mai 2008, et qui vise à répondre, entre autres, à ces questions. Il souligne tout d'abord les éléments-clés de l'histoire qui a mené à la guerre de 2006, et décrit les acteurs principaux ainsi que les dynamiques majeures de ce conflit. Il présente ensuite les conclusions de cette Évaluation de la violence armée au Sud-Liban, et porte une attention particulière à celles qui touchent à l'insécurité pendant et après la guerre de 2006, ainsi qu'aux attitudes par rapport à l'obtention de la sécurité, l'affiliation aux partis, et la possession et le contrôle des armes. Ses conclusions principales sont les suivantes :

- La guerre de 2006 a directement causé la mort de 1 000 personnes au Sud-Liban et en a blessé 5 800 autres. Les combats ont endommagé ou détruit environ 69 000 foyers dans cette zone.
- Les habitants du sud, quelles que soient leurs affiliations politiques, expriment un fort soutien pour les institutions de sécurité étatiques ; l'armée et la police libanaises sont systématiquement citées comme les institutions en charge de la sécurité préférées.
- Moins d'un quart de la population pense qu'étendre la présence de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) sur la frontière avec Israël augmenterait la sécurité des communautés.
- Bien que l'on suppose communément que le Hezbollah est largement populaire auprès des habitants du sud, il apparaît que le soutien pour les groupes armés non-étatiques en général—et pour le Hezbollah en particulier—est au moins en partie surestimé.
- On ne connaît pas l'étendue de la possession d'armes à feu par les civils au Sud-Liban, mais elle est probablement beaucoup plus élevée que celle relevée dans les réponses à l'enquête. Il existe aussi des preuves selon lesquelles les flux d'armes vers les groupes non-étatiques comme le Hezbollah se poursuivent, malgré un embargo sur les armes décrété en 2006 par le Conseil de sécurité des Nations Unies.
- Il existe, au sein de la population du Sud-Liban, un soutien significatif en faveur d'un contrôle gouvernemental de la possession d'armes par les civils, ainsi que pour une mise hors-la-loi des milices armées ; ceux qui soutiennent les partis d'opposition tels que le Hezbollah sont moins susceptibles de se déclarer en faveur de telles initiatives.

L'évaluation sur le Sud-Liban révèle que les opinions et les expériences des habitants de la région sont légèrement plus diversifiées que ce que l'on pouvait penser. En dépit de ce que l'on croit communément savoir de la popularité des groupes armés non-étatique auprès des habitants du sud, l'étude conclut que le soutien dont bénéficient ces acteurs, et particulièrement le Hezbollah, est probablement surestimé. L'étendue de l'influence du parti sur la vie sociale, économique et politique du Sud-Liban ne devrait pas être sous-estimée, mais on ne peut pas supposer que ses actions reflètent la volonté de la plupart des Sud-Libanais.

La population du Sud-Liban soutient fermement les institutions de sécurité de l'État.

Tandis que les personnes interrogées au cours de l'enquête témoignaient de niveaux élevés de satisfaction par rapport à leur qualité de vie et leur sentiment de sécurité personnelle en mai 2008, ils étaient prudents sur les questions de contrôle des armes par le gouvernement, y compris l'interdiction des milices non-étatiques. De nombreuses personnes pro-gouvernement ou non-alignées ont déclaré soutenir de telles mesures ; parmi les adhérents aux partis d'opposition, dont le Hezbollah, cette réponse était plus rare. Ces visions contrastées sur les réglementations sur les armes soulignent une donnée cruciale de la vie libanaise, à savoir le fait

Tableau 10.1 Sécurité et contrôle des armes à feu : réponses

Question	Réponse	Personnes qui soutiennent un parti	Personnes qui ne soutiennent pas un parti	Total*
Première personne à laquelle vous vous adressez/que vous appelez si on vous vole un bien important	Police	82.4%	68.2%	73.6%
	Autre	17.0%	31.8%	26.1%
Première personne à laquelle vous vous adressez/que vous appelez si quelqu'un menace de vous blesser ou de vous tuer	Police	85.4%	92.7%	89.9%
	Autre	14.0%	7.2%	9.8%
Première personne à laquelle vous vous adressez/que vous appelez si quelqu'un menace de vous blesser ou de vous tuer	Membres seniors de la communauté	13.0%	1.8%	6.1%
	Autre	86.4%	98.1%	93.6%
Idéalement, qui selon vous devrait être responsable de la sécurité ?	L'armée	89.9%	92.4%	91.5%
	Autre	6.3%	4.3%	5.0%
Êtes-vous pour ou contre un contrôle plus strict du gouvernement sur les armes des civils ?**	Pour	16.1%	41.7%	33.2%
	Contre	34.7%	29.4%	31.2%
Si l'on améliorerait les capacités des services de police/de sécurité, ma communauté serait davantage en sécurité.	D'accord	88.3%	90.6%	89.7%
	Pas d'accord	0.6%	0.4%	0.5%
Si l'ONU augmentait sa présence pour surveiller la frontière avec Israël, ma communauté serait davantage en sécurité.	D'accord	8.3%	32.7%	23.6%
	Pas d'accord	63.5%	38.4%	47.7%
Si les réfugiés palestiniens quittaient le Liban, ma communauté serait davantage en sécurité.	D'accord	37.5%	67.3%	56.5%
	Pas d'accord	17.9%	12.6%	14.5%
Des accords de paix permanents entre Israël et le Liban augmenteraient la sécurité de ma communauté.	D'accord	4.6%	4.2%	4.4%
	Pas d'accord	91.9%	81.3%	85.4%

Notes :

* Le total des pourcentages peut être inférieur à 100, car les réponses telles que 'Je ne sais pas' et 'Je refuse de répondre' ont été exclues.

** On note que 49,2 % des personnes qui soutiennent un parti 'ne savaient pas' ou 'ne s'intéressaient pas' à cette question. Parmi les personnes qui ne soutiennent pas un parti, seules 28,8 % ont exprimé de tels sentiments.

que le pays est toujours en proie à l'instabilité politique. Tant que l'on ne cherchera pas à régler les causes profondes de la violence politique, de nombreux habitants du Sud-Liban montreront de la réticence à soumettre leurs armes à un contrôle gouvernemental.

Au même moment, quelles que soient leurs inclinations politiques, les personnes interrogées au cours de l'enquête attendaient que leur sécurité soit assurée principalement par les institutions de sécurité du gouvernement, et en particulier l'armée et la police libanaises. Ce soutien s'est exprimé au détriment des milices non-gouvernementales, y compris l'aile militaire du Hezbollah, et de la force internationale de maintien de la paix (FINUL). Bien que le Sud-Liban ait longtemps été caractérisé comme un bastion du Hezbollah, sa population semble avoir davantage confiance dans les institutions étatiques de sécurité que ce que l'on pensait jusque-là.

Les opinions contrastées sur les réglementations en matière d'armes reflètent le fait que le Liban reste la proie de l'instabilité politique.

La population du Sud-Liban est à un carrefour. En dépit des bouleversements récents, nombre d'habitants de la région soutiennent la régulation de la possession d'armes par les civils et l'interdiction des groupes armés non-étatiques. Il existe un soutien encore plus grand—et presque unanime—pour les institutions de sécurité étatiques, y compris l'armée et la police libanaises. Il s'agit peut-être là d'une aspiration à un futur meilleur, dans lequel l'État libanais pourra assurer la sécurité de tous ses citoyens. Début 2009, le Liban était calme, mais les forces pro-gouvernementales et d'opposition à l'intérieur du pays étaient toujours en désaccord. Les tensions avec Israël persistent également, et sont entretenues par des rapports selon lesquels le Hezbollah aurait réarmé depuis la guerre de 2006. Au Liban, comme dans de nombreux autres pays en situation de 'post-conflit', l'horizon est assombri par les risques d'insécurité. ■